
**SONDAGE D'OPINIONS SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES
PRIORITAIRES A METTRE SUR L'AGENDA DE LA CAMPAGNE
ELECTORALE ET LES PROJETS DE SOCIETE.**

(RAPPORT)

Sommaire

Sommaire	2
Liste des tableaux et graphiques	3
Introduction	4
I. Profil des personnes interrogées	5
II. Perception de la situation du pays et analyse de l'intérêt et du sens du vote	5
III. Les priorités du prochain quinquennat	8
III.1. Faire de nos forces de défense et de sécurité intérieure une force moderne	8
III.2. Poursuivre et élargir la gratuité des soins et relever le plateau technique des structures publiques de santé	9
III.3. Améliorer l'employabilité des jeunes	10
III.4. Réformer le système éducatif pour en faire une école de vertus et créatrice d'emploi	10
III.5. Rendre l'eau potable accessible à tous	11
III.6. Réconcilier les burkinabè avec eux-mêmes	12
III.7. Reprendre la main sur l'immobilier	13
III.8. Ramener l'intégrité dans le quotidien des burkinabè en éradiquant la corruption	13
III.9. Faire de la justice une incarnation de la vertu dans la dynamique de la séparation des pouvoirs	14
III.10. Promouvoir et faire respecter les droits humains	14
III.11. Faire de l'administration publique une administration moderne et compétente	15
III.12. Les priorités institutionnelles	16
III.13. Moderniser les moyens de production dans l'agriculture et l'élevage	16
III.14. Relancer l'économie	17
III.15. Créer les conditions à la pratique professionnelle du sport	18
III.16. Dans le domaine de la culture et des arts	18
III.17. Dans le domaine de la diplomatie et de l'implication de la diaspora	19
III.18. Dans le domaine de l'exploitation minière	20
III.19. Dans le domaine de la décentralisation	20
III.20. Dans le domaine de l'énergie	21
III.21. Dans le domaine des droits de la femme	21
III.22. Des politiques pertinentes en faveur des jeunes : une jeunesse qui assume la responsabilité de son avenir	21
III.23. Encadrer l'exercice du culte et promouvoir le dialogue inter-religieux	22
III.24. Situer la place et le rôle de l'autorité coutumière	22
IV. La prospective Burkina à l'horizon 2025	22
Conclusion	24

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1 : Structure de l'échantillon des personnes interrogées selon le sexe et l'âge -----	5
Graphique 1 : Appartenance politique des personnes interrogées-----	5
Graphique 2 : Le Burkina Faso en 2020 selon les personnes interrogées-----	5
Graphique 3 : -----	6
Graphique 4 : Intention de vote le 22 novembre 2020-----	7
Graphique 5 : Principale motivation du vote du 22 novembre -----	7
Graphique 6 : Les principales priorités qui doivent guider le programme de société des différents candidats-----	8
Graphique 7 : Les principales priorités dans le domaine de la sécurité et de la défense du territoire ----	9
Graphique 8 : Les principales priorités dans le domaine de la santé-----	10
Graphique 9 : Les principales priorités dans le domaine de l'éducation : -----	11
Graphique 10 : Les principales priorités dans le domaine de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement -----	12
Graphique 11 : Les Principales priorités dans le domaine de la réconciliation nationale -----	12
Graphique 12 : Les principales priorités dans le domaine du foncier -----	13
Graphique 13 : Les principales priorités dans le domaine de la justice -----	14
Graphique 14 : Les principales priorités dans le domaine des droits humains -----	15
Graphique 15 : Les principales priorités dans le domaine de l'administration générale-----	15
Graphique 16 : Les principales priorités dans le domaine des institutions-----	16
Graphique 17 : Les principales priorités dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage-----	16
Graphique 18 : Les principales priorités dans le domaine de la relance économique -----	17
Graphique 19 : Les principales priorités dans le domaine du sport-----	18
Graphique 20 : Les principales priorités dans le domaine des arts de la culture-----	19
Graphique 21 : Les principales priorités dans le domaine de la diplomatie-----	19
Graphique 22 : Les principales priorités dans le domaine de l'exploitation minière -----	20
Graphique 23 : Les principales priorités dans le domaine de la décentralisation -----	20

Introduction

Le 22 novembre 2020, le peuple burkinabè est convié aux urnes pour la deuxième élection présidentielle post insurrectionnelle. Comme dans toute démocratie semi-directe, il appartient au peuple titulaire de la souveraineté de porter son choix souverain sur un candidat et un programme de société. S'agissant de l'élaboration des projets de société, chaque état-major des candidats et des partis politiques use des moyens à sa disposition pour concevoir un programme de société qui reflète les aspirations du peuple. Les initiateurs de cette étude n'entendent pas se substituer à ses initiatives politiques mais veulent contribuer à libérer la parole du citoyen. La parole du peuple librement exprimé vaut mieux que mille théories savamment élaborées d'autant plus que depuis l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, le peuple burkinabè revendique un droit permanent à la parole sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Plus que jamais, le peuple burkinabè revendique une part active dans l'exercice du pouvoir.

Le présent sondage est donc une initiative citoyenne conçue et mise en œuvre par la Convention des Organisations de la société civile pour l'observation Domestique des Elections (CODEL). Ce sondage est le deuxième du genre après celui de 2015. L'objectif global poursuivi à travers cette étude est de capter les opinions des populations sur les politiques publiques prioritaires en vue d'influencer les différents candidats à l'élection présidentielle de novembre 2020. Pour y arriver, une méthodologie de collecte de données à visée quantitative et qualitative a été élaborée et mise en œuvre.

La démarche quantitative a été réalisée auprès d'un échantillon de 2534 personnes âgées de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas et la sélection des cibles a été faite de façon systématique et proportionnellement à la structure de la population au niveau national selon les critères âge, sexe et catégorie socio professionnelle. Une stratification a été faite pour tenir compte de la répartition géographique : milieu de résidence (urbain/rural) et région administrative.

Le volet qualitatif visait à compléter les données quantitatives en permettant aux participants de commenter leurs opinions par des entretiens semi directifs. Les personnes interviewées, au nombre de 112 sont issues des collectivités territoriales, des organisations représentatives des jeunes, des femmes, des agriculteurs, des syndicats, des autorités coutumières et religieuses et des personnes ressources

Des Smartphones ont été utilisés pour la collecte des données dans le but de permettre une meilleure localisation des aires de travail des agents enquêteurs et un meilleur contrôle de la qualité des données. Les interviews se sont déroulés par entretien direct dans la langue de choix du répondant dans la période du 15 au 23 juillet 2020.

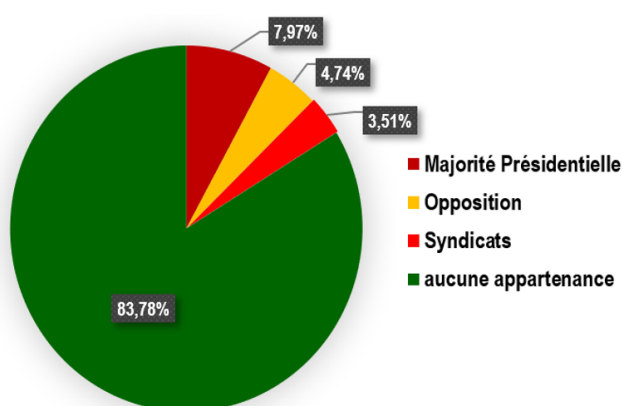
I. Profil des personnes interrogées

Tableau 1 : Structure de l'échantillon des personnes interrogées selon le sexe et l'âge

	18 à 35 ans	Plus de 35 ans	Ensemble
Féminin	27%	26%	53%
Masculin	24%	23%	47%
Ensemble	51%	49%	100%

L'analyse des données quantitatives a révélé que la proportion des jeunes est relativement plus élevée que celle des adultes. Conformément à la structure d'ensemble de la population, la proportion des femmes enquêtées (53%) est supérieure à celle des hommes (47%).

Graphique 1 : Appartenance politique des personnes interrogées



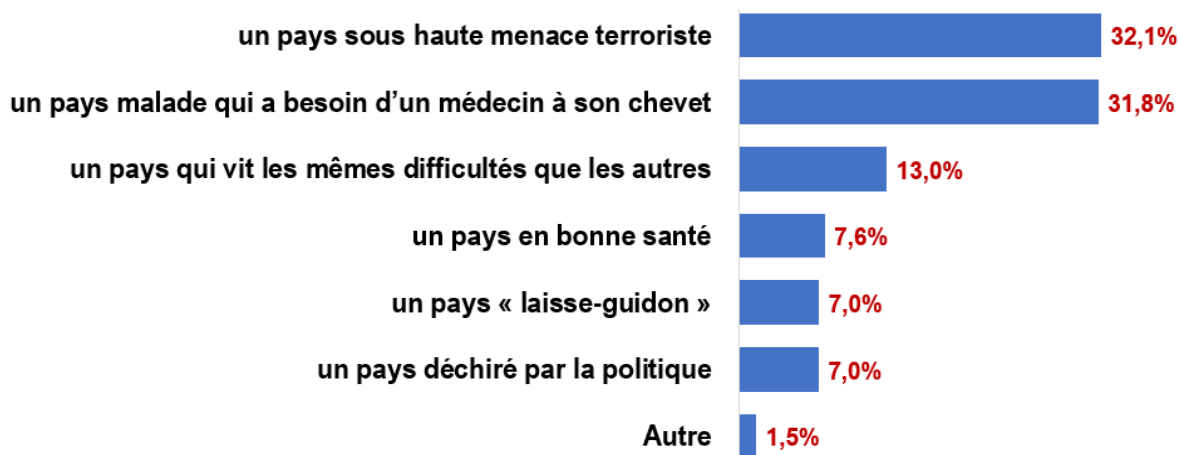
Comme l'illustre le graphique ci-dessus, la majeure partie des personnes interrogées étaient sans appartenance politique, soit 83,7%. Les personnes ayant affirmé leur appartenance syndicale ou politique se répartissent comme suit : majorité présidentielle (7,97%), l'opposition politique (4,74%) et les syndicats (3,51%).

Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

II. Perception de la situation du pays et analyse de l'intérêt et du sens du vote

A l'orée du double scrutin présidentiel et législatif, la majeure partie des burkinabè n'ont pas une bonne perception de la situation du Burkina Faso. Ils la décrivent comme un pays sous haute menace terroriste (32,1%) ou un pays malade qui a besoin d'un médecin à son chevet (31,8%).

Graphique 2 : Le Burkina Faso en 2020 selon les personnes interrogées



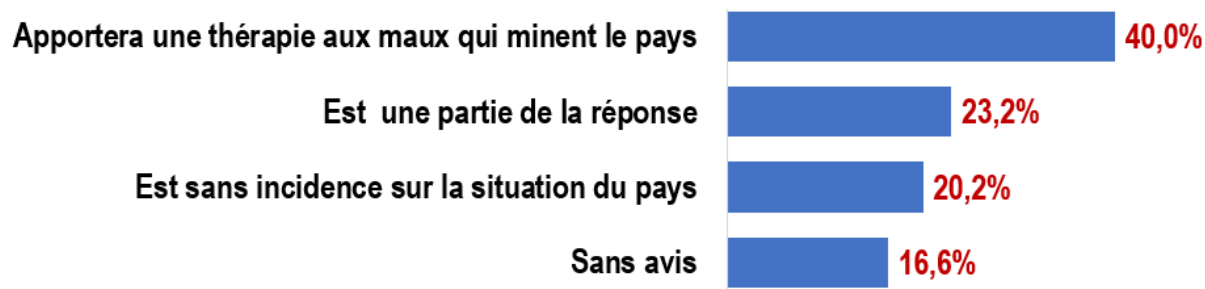
Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

Ces indicateurs sont du reste confirmés par les entretiens qualitatifs qui révèlent que le Burkina Faso va mal. Les maux dont il souffre sont entre autres le terrorisme qui a fragilisé le tissu économique, engendré le déplacement de milliers de personnes de leur localité d'origine. Il est vrai que le Burkina Faso est aussi victime de sa situation géographique du fait qu'il est entouré de pays déstabilisés par le terrorisme. Outre le terrorisme, le pays semble être fragilisé par les mouvements sociaux, la Covid19, la pauvreté et la propension à la gouvernance suivant les opinions exprimées sur les réseaux sociaux. A ce propos, un enquêteur décrit le Burkina Faso comme « un enfant de la rue, n'importe qui l'éduque, le fou, l'intellectuel. On a permis que les décisions soient prises en fonction des réseaux sociaux ». Pour d'autres, au regard de la corruption ambiante, le Burkina Faso a perdu de son intégrité.

Toutefois, cette situation bien que peu reluisante, peut être remédiée. Les enquêtés nourrissent l'espoir de la restauration du Burkina Faso à l'horizon 2025. La question leur a été posée sur la contribution de l'élection du 22 novembre au changement de la situation du pays. Autrement, les élections à venir permettront-elles de tourner la page sombre du pays ?

Le graphique ci-dessous laisse entrevoir que les élections pourraient constituer un tournant décisif dans l'histoire politique du pays. Pour la majeure partie des personnes enquêtées, le prochain scrutin apportera une thérapie aux maux qui minent le pays (40%) ou constituera à défaut une partie de la réponse (23,2%). Les sceptiques sont moins nombreux (20,2%) ainsi que les indécis (16,4%).

Graphique 3 : Les élections du 22 novembre selon les personnes interrogées



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

Sur un plan d'ensemble, les personnes interviewées sont optimistes quant au changement escompté de l'élection présidentielle. En effet 04 personnes sur cinq ont exprimé une opinion favorable à l'avènement du changement à l'issue des élections présidentielles du 22 novembre. Mais ce changement résultera des facteurs ci-dessous :

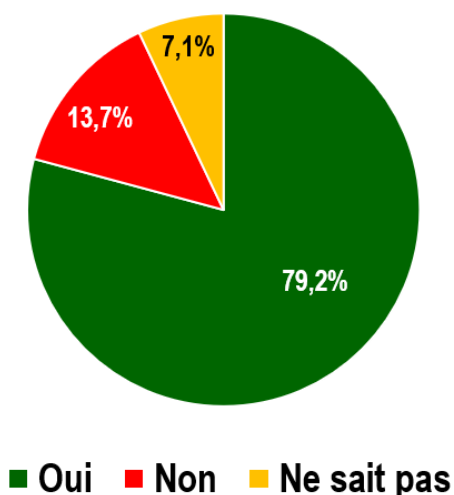
- l'éveil de la conscience populaire pour un choix axé sur la qualité du programme du candidat ;
- la transparence du processus électoral qui permettra de garantir l'intégrité du scrutin ;
- le courage et la ténacité du Président qui sera élu ;
- la prise en compte des aspirations réelles du peuple dans les différents projets de société.

Dans tous les cas, cet optimisme n'est pas sans fondement. « Les élections du 22 novembre pourraient amener la classe politique dans un dynamisme de conquérir le pouvoir, à élaborer un programme contenant des solutions aux différentes crises » (interviewé).

Cependant, les personnes sceptiques justifient leur scepticisme par le contexte politique burkinabè caractérisé par l'analphabétisme, la gestion clanique du pouvoir qui fait que tout changement d'homme ne rime pas toujours avec la qualité de gouvernance. Par ailleurs, certaines personnes sont convaincues que la crise que vit le Burkina Faso est si profonde qu'elle ne peut être résolue par une simple élection.

Graphique 4 : Intention de vote le 22 novembre 2020

En tout état de cause, le changement devra venir de l'expression du suffrage universel. Selon le

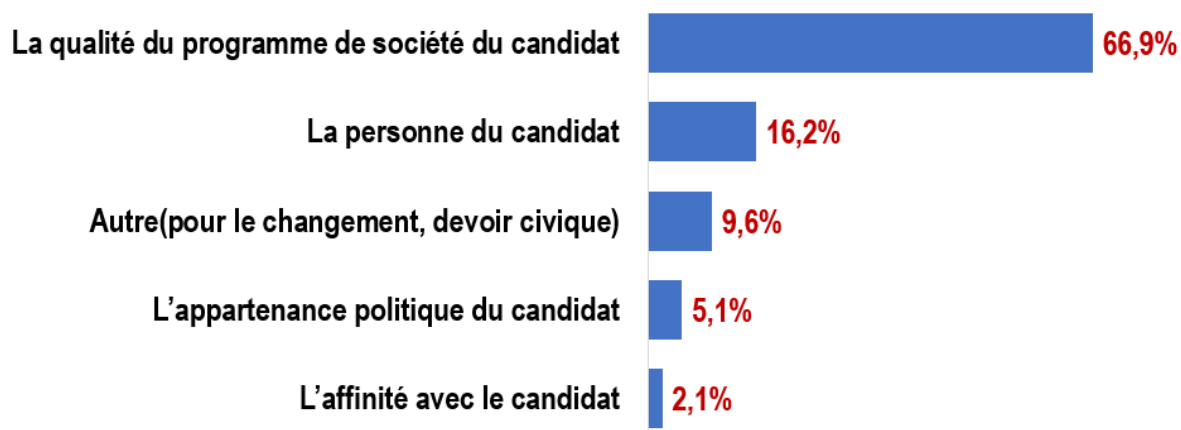


graphique ci-contre, une bonne majorité des burkinabè est disposée à participer aux prochaines échéances électorales, soit 79,2%. Si cette vérité statistique se perpétue jusqu'aux élections, le taux de participation sera historique. Il appartient aux partis et formations politiques de maintenir cette flamme, voir l'attiser dans le but de réduire davantage la proportion des indécis.

Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

Selon les données contenues dans le graphique ci-dessous, le déterminant du scrutin sera la qualité du programme de société du candidat (66,9%). Il ne devrait s'agir ici que d'un truisme. En effet, le projet de société du candidat est le contrat social qu'il propose à son peuple. Tout candidat élu l'est sur la base de son offre politique et sera aussi jugé sur la base de celle-ci. Cependant, le contexte politique du Burkina Faso exige que l'on tienne compte de la personnalité du Président. Il ne suffira donc pas d'avoir le bon programme. Il faudra aussi avoir le profil du métier.

Graphique 5 : Principale motivation du vote du 22 novembre

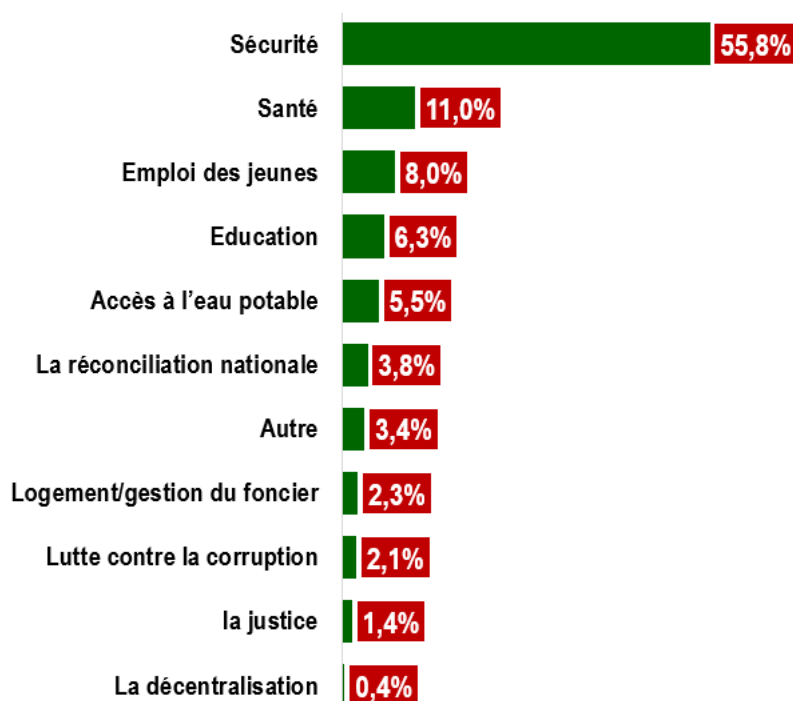


Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III. Les priorités du prochain quinquennat

Le projet de société des candidats à l'élection présidentielle doit apporter des réponses cohérentes et pertinentes aux cinq premières priorités des burkinabés reprises dans le graphique ci-dessous. Il s'agit de la sécurité (55,8%), de la santé (11%), de l'emploi des jeunes (8%), de l'éducation (6,3%) et de l'accès à l'eau potable (5,5%). Mais comme on le constate, la résolution de la question sécuritaire est la principale préoccupation des burkinabés. Il s'agit là d'une priorité évidente pour tout le monde dans la mesure où les conséquences engendrées par la crise sécuritaire font tache d'huile ; et le traitement des autres défis est largement tributaire de la sécurisation de l'espace national. Sans sécurité, les autres droits s'effondrent peu importe le prix qu'on y met. Ces différentes priorités seront détaillées ci-dessous.

Graphique 6 : Les principales priorités qui doivent guider le programme de société des différents candidats

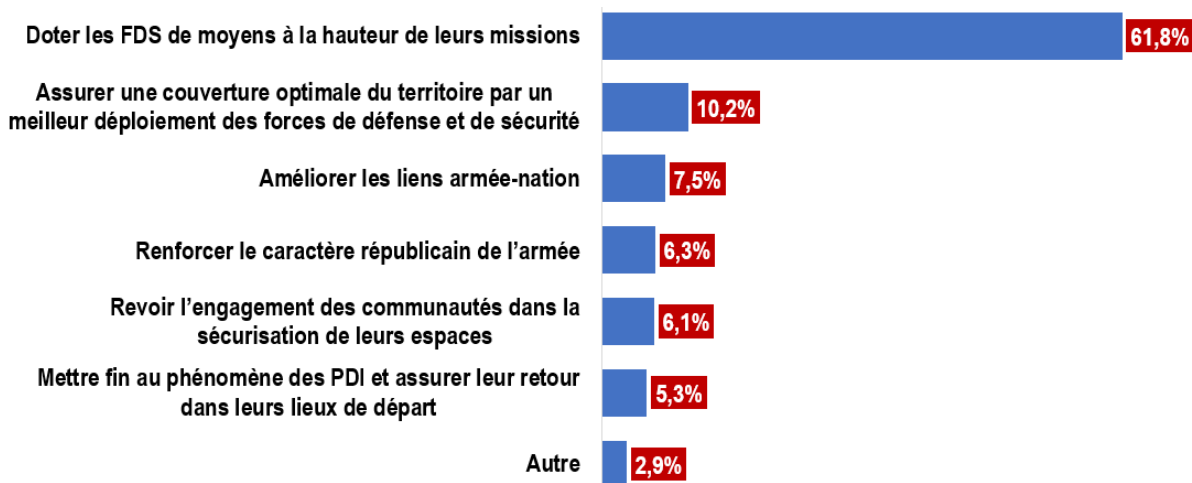


Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.1. Faire de nos forces de défense et de sécurité intérieure une force moderne

Le principal défi à relever dans les cinq prochaines années en matière de défense du territoire et de sécurité intérieure est l'équipement de nos différentes forces en moyens modernes. Il s'agit principalement de les doter de moyens à la hauteur de leurs missions (61,8%) et d'assurer un meilleur maillage du territoire national (10,6%).

Graphique 7 : Les principales priorités dans le domaine de la sécurité et de la défense du territoire



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

Les forces de défense et de sécurité intérieure doivent être dotées de matériel de pointe leur permettant de faire face à la menace terroriste qui est de plus en plus accrue. Cette dotation doit être combinée avec une formation des éléments déployés sur le terrain en vue d'adapter la stratégie à la menace ennemie. L'adaptation de stratégie de défense et de sécurité nécessite l'arrêt de la stigmatisation contre certaines communautés, et une meilleure implication de la population dans la sécurisation de leurs espaces.

Les burkinabè nourrissent l'espoir que le prochain Président trouvera dans les meilleurs délais l'antidote contre le terrorisme qui engendrera un retour progressif des populations dans leurs localités d'origine. Ce souhait a été vivement exprimé dans les entretiens qualitatifs. et les burkinabè attendent du Président des mesures fortes et fructueuses.

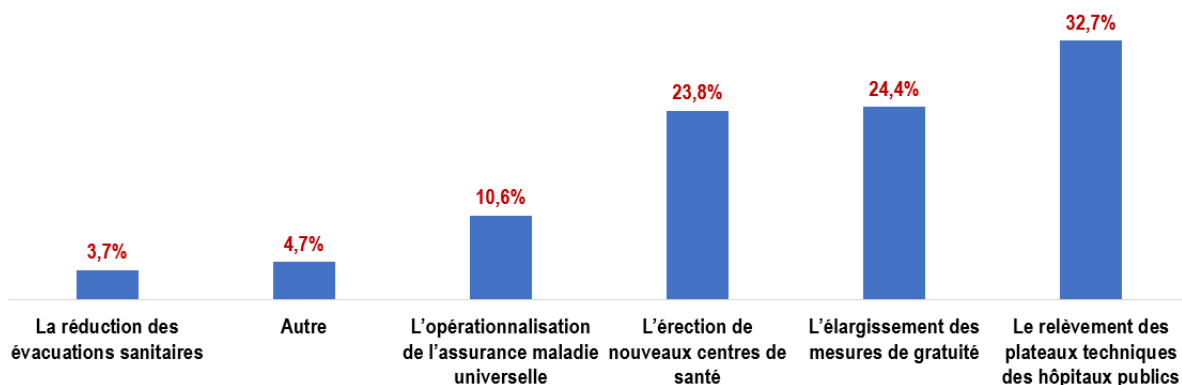
III.2. Poursuivre et élargir la gratuité des soins et relever le plateau technique des structures publiques de santé

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, la principale préoccupation des burkinabè dans le domaine sanitaire est le relèvement du plateau technique des hôpitaux publics (32,7%). La pandémie de la Covid 19 a révélé à tous les burkinabè l'état de dénuement des structures publiques de santé du pays. Le relèvement du plateau technique permettra de renforcer les qualités de soins et de réduire la facture des évacuations sanitaires.

Il est aussi attendu du prochain Président l'élargissement des mesures de gratuité de soins (24,4%) aux personnes du troisième âge notamment. Cependant, la mesure de gratuité de soins ne peut produire tous les résultats escomptés que si elle est accompagnée d'une bonne campagne de communication notamment sur les pathologies concernées. L'Etat devra également prendre toutes les dispositions utiles pour éviter les ruptures intempestives de médicaments concernés par la mesure de gratuité et éviter que ces médicaments ne soient utilisés à d'autres fins.

Le renforcement de l'offre de santé passe aussi par l'amélioration de l'accès physique à la santé. Pour ce faire, le prochain Président devra s'atteler à la construction des centres de santé et de promotion sociale dans tous les villages et l'érection des CSPS des chefs-lieux de commune en Centre médical. Ces nouveaux centres de santé doivent être électrifiés et assez équipés pour gérer les pathologies les moins sévères.

Graphique 8 : Les principales priorités dans le domaine de la santé



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.3. Améliorer l'employabilité des jeunes

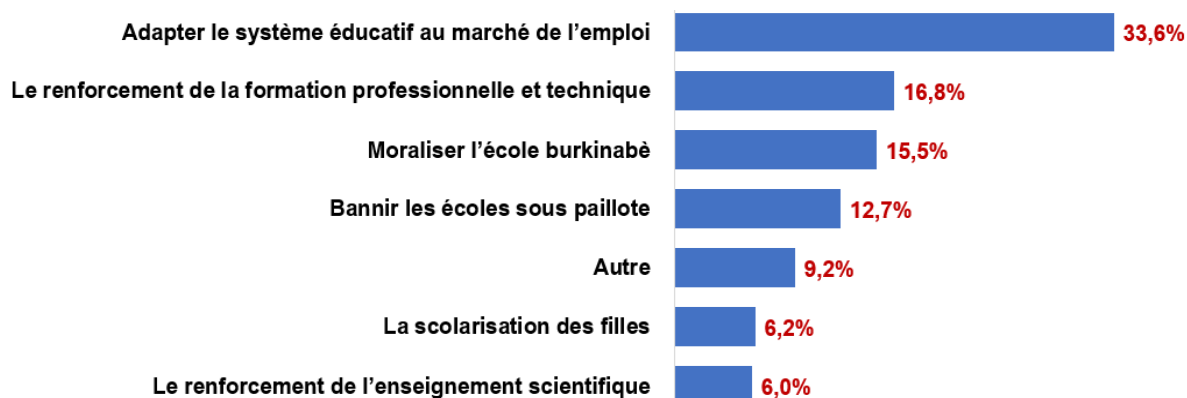
Le chômage des jeunes est une des préoccupations majeures des burkinabè. Comment le résorber dans un pays où les capacités de l'Etat, principal recruteur, s'amenuisent au fil des ans ? Pour les enquêtés, il faut absolument revoir le système éducatif dans l'optique de l'orienter vers la formation technique et professionnelle. Aujourd'hui, ce système ne doit pas avoir pour vocation de former des bureaucrates. Même l'école classique devrait avoir une part d'initiation aux métiers.

Le salariat ne pouvant pas absorber toute la main d'œuvre disponible, l'Etat doit orienter les jeunes vers l'auto-emploi par la création des petites et moyennes entreprises. Pour y arriver, l'Etat doit leur accorder des facilités de financement et éveiller leur sens de la responsabilité dans la création et la gestion des entreprises.

III.4. Réformer le système éducatif pour en faire une école de vertus et créatrice d'emploi

L'analyse des données contenues dans le graphique ci-dessous révèle que le principal défi à relever dans le domaine de l'éducation est son adaptation au marché de l'emploi (33,6%). Cette adaptation nécessite aussi le renforcement de la formation technique et professionnelle (16,8%).

Graphique 9 : Les principales priorités dans le domaine de l'éducation :



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

Selon les résultats des entretiens qualitatifs, la vision des burkinabè est d'avoir un système éducatif où toutes les personnes scolarisées savent faire quelque chose de « leurs dix doigts ». Il s'agira d'inclure dans les programmes des formations aux petits métiers tels la cuisine, la menuiserie, la mécanique, la soudure, la robotique. Par ailleurs, il serait nécessaire d'instituer dans les écoles un système d'orientation qui permet dès l'école primaire d'orienter l'enfant en fonction de ses talents ou de son potentiel.

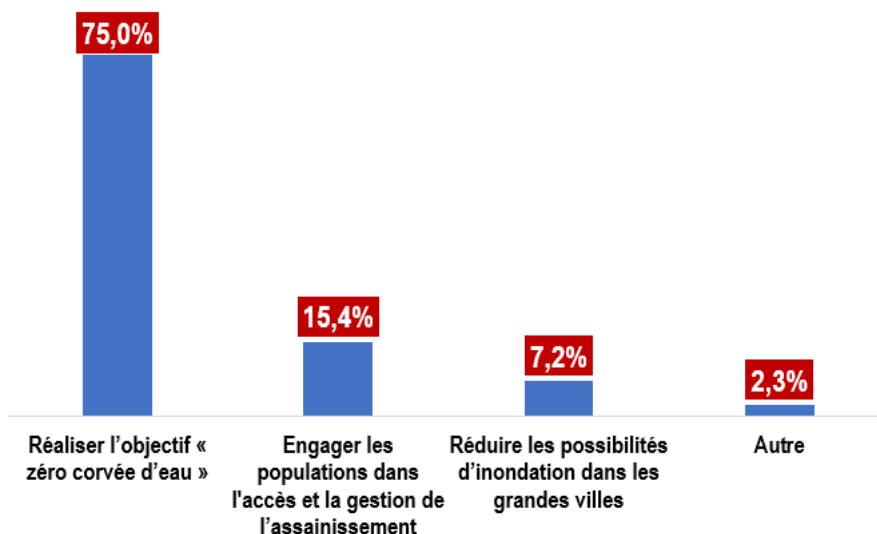
La moralisation de l'école doit être une des grandes priorités du prochain Président qui devra travailler à redonner à l'école ses lettres de noblesse. Les interviewés proposent de ramener l'éducation civique et morale dans les écoles et veiller à une bonne formation des enseignants. Il s'agira également dans ce volet d'adapter notre système éducatif aux valeurs africaines ou « tropicaliser le système éducatif ». L'école ne doit être ou ne doit être perçue comme un lieu d'égarement comme le dénonce cet interviewé : « L'Education c'est la chose qui a le plus égarer les humains. Il faut qu'on arrête d'apprendre à gagner, l'école doit être le lieu plutôt où on aide quelqu'un à réaliser le rêve, le potentiel dont il est porteur ». En somme, les burkinabè veulent désormais d'un système éducatif porteur de vie et de valeur.

III.5. Rendre l'eau potable accessible à tous

La principale priorité en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement est bien la réalisation de l'objectif « zéro corvée d'eau ». En effet, elle constitue pour 75% des burkinabè. La réalisation de cette priorité, nécessite, selon les interviewés une extension du réseau de l'office national de l'eau et de l'assainissement (ONEA), la mise en œuvre des centres de production d'eau dans les villages, la construction des forages dans les villages et la mise en œuvre de la politique « une école, un forage ».

La deuxième priorité en la matière est l'implication des populations dans la gestion des ouvrages d'assainissement (15,4%) qui doivent être renforcés dans les grandes villes en vue de réduire les risques d'inondations et sanitaires.

Graphique 10 : Les principales priorités dans le domaine de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement



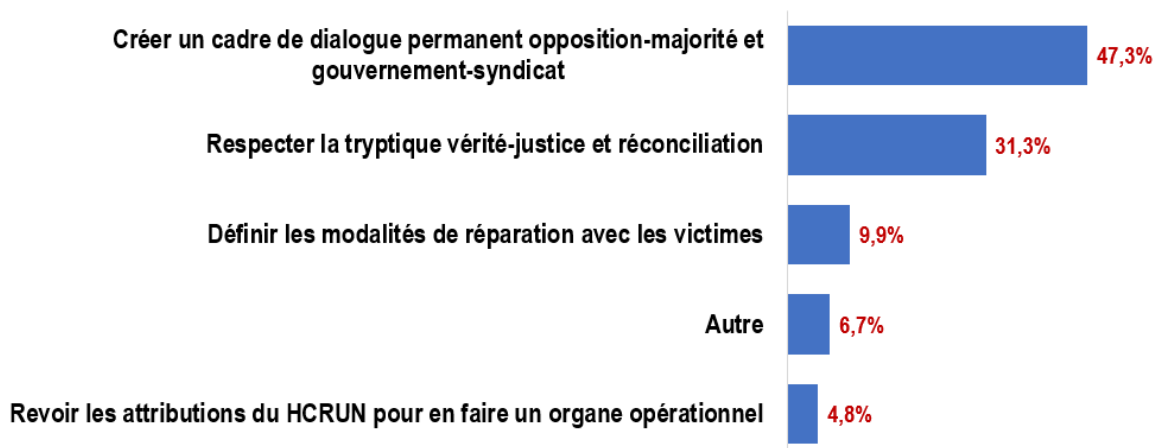
Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.6. Réconcilier les burkinabè avec eux-mêmes

Deux actions phares doivent guider la réconciliation nationale dans le prochain quinquennat. Il s'agit de la création d'un cadre de concertation permanent entre la majorité politique et l'opposition politique d'une part et le gouvernement et les organisations syndicales d'autre part. Ce cadre de concertation a été suggéré par 47,3 % des burkinabè. La présente étude a révélé que la réconciliation nationale nécessite un dialogue entre tous les fils du pays. Ce dialogue doit se faire dans un cadre inclusif. En outre, la création d'un cadre de dialogue permanent entre le gouvernement et les organisations syndicales devrait permettre d'apaiser le front social et remettre les fonctionnaires au travail.

La deuxième action phare concerne le mode opératoire de la réconciliation nationale. 31,3% des enquêtés demandent le respect de la tryptique : vérité – justice et réconciliation nationale.

Graphique 11 : Les Principales priorités dans le domaine de la réconciliation nationale



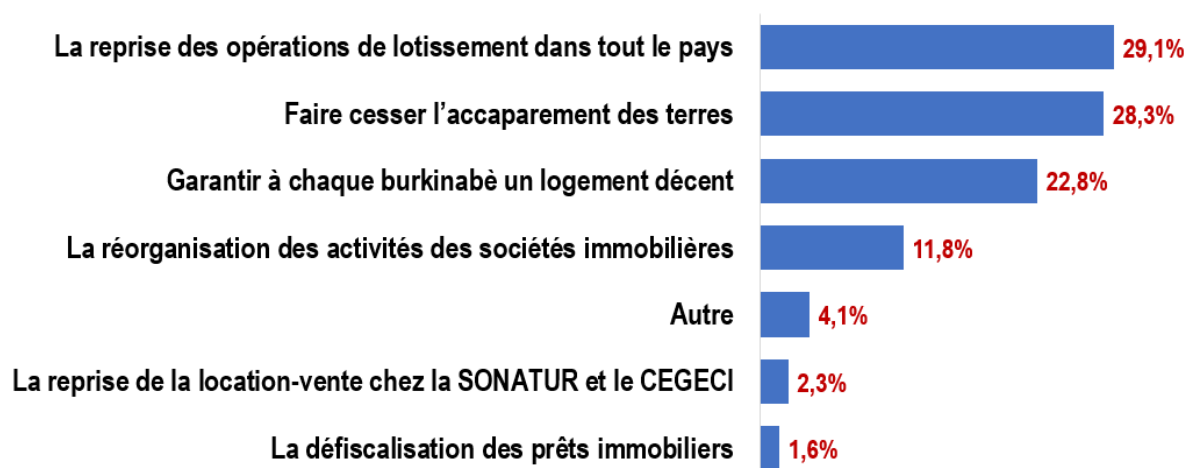
Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

La vérité est un préalable à la réconciliation nationale. En effet, la réconciliation nationale nécessite que les victimes et les bourreaux se pardonnent. Or, le pardon n'est possible dans le mensonge. Il est impératif qu'intervienne la vérité judiciaire ou la confession des bourreaux. Aussi, les partis politiques doivent jouer franchement leur rôle en réglant leurs querelles politiques dans les règles de l'art. Ils ne doivent pas avoir tendance à utiliser la population pour résoudre leurs querelles politiques. En somme le chemin de la réconciliation nationale passe par la confession des torts, le pardon qui implique un dialogue franc, et enfin la réconciliation nationale. Cette réconciliation ne se décrète pas.

III.7. Reprendre la main sur l'immobilier

En matière foncière, le prochain Président doit impérativement reprendre la main sur le foncier en reprenant proprement les opérations de lotissement dans tout le pays (29,1%), en faisant cesser l'accaparement des terres (28,3%) et en garantissant à chaque burkinabè un logement décent (22,8%).

Graphique 12 : Les principales priorités dans le domaine du foncier



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.8. Ramener l'intégrité dans le quotidien des burkinabè en éradiquant la corruption

La corruption est un mal profond qui gangrène le Burkina Faso. Bien qu'une personne enquêtée sur trois soit sceptique quant à l'éradication de la corruption, les 2/3 estiment que le mal peut être vaincu. La victoire sur la corruption passe par l'éducation des enfants aux valeurs de l'intégrité, la sensibilisation des usagers des différents services sur les procédures et les délais d'obtention des documents.

En aval, la loi doit être appliquée dans toute sa rigueur en commençant par les autorités, les responsables des partis et formations politiques et d'une manière générale toutes les personnes jouissant d'une position d'influence. En outre, il faut renforcer les capacités opérationnelles des organes de lutte contre la corruption tels le REN-LAC et l'ASCE-LC. En marge de la répression, les gouvernants devraient célébrer les citoyens faisant preuve d'intégrité.

III.9. Faire de la justice une incarnation de la vertu dans la dynamique de la séparation des pouvoirs

La première préoccupation des burkinabè en matière de justice pour les cinq prochaines années est la mise en œuvre d'une politique tolérance zéro pour les magistrats corrompus. Cette préoccupation a été exprimée par 26,7% des enquêtés. Le deuxième défi à relever dans le domaine de la justice est de renforcer l'indépendance des magistrats (26,5%). Enfin, il s'agira de doter les magistrats de moyens conséquents pour un meilleur rendement de la justice (21,2%).

Graphique 13 : Les principales priorités dans le domaine de la justice



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

Ces statistiques sont corroborées par les données qualitatives qui rappellent la nécessité de l'indépendance de la justice. Cette indépendance fonctionnelle de la magistrature passe également par une indépendance financière. Il s'agira par exemple d'allouer un budget spécifique au corps chargé de gérer la carrière des magistrats sans possibilité d'immixtion de l'Exécutif.

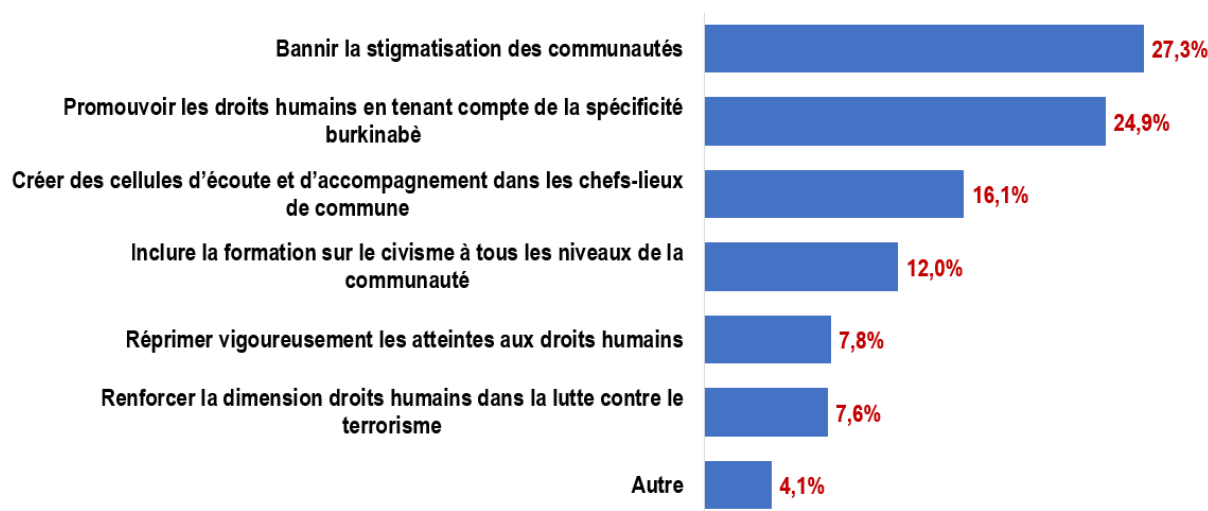
S'agissant de la lutte contre la corruption dans le corps, les enquêtés proposent de renforcer l'enquête de moralité en revisitant au besoin les conditions de recrutement des magistrats. Les magistrats eux-mêmes doivent travailler et doivent accepter de faire le ménage dans leur propre corps en réprimant sévèrement la corruption et les abus de pouvoir. La conviction des burkinabè est ferme : une justice défaillante est source de crises à répétition.

III.10. Promouvoir et faire respecter les droits humains

L'analyse des données quantitatives révèle qu'en matière de droits humains, le principal défi sera de bannir la stigmatisation des communautés (27,3%) surtout dans le contexte de lutte contre l'extrémisme violent au Burkina Faso. Il faut aussi promouvoir les droits humains dans le respect de la spécificité burkinabè (24,9%) : respecter les valeurs cardinales de la société burkinabè. Ce qui est par exemple toléré dans les pays occidentaux ne peut par exemple être toléré au Burkina Faso. Il pourrait aussi être

envisagé la création de cellules d'écoute et d'accompagnement en matière de droits humains dans les chefs-lieux de communes (16,1%).

Graphique 14 : Les principales priorités dans le domaine des droits humains

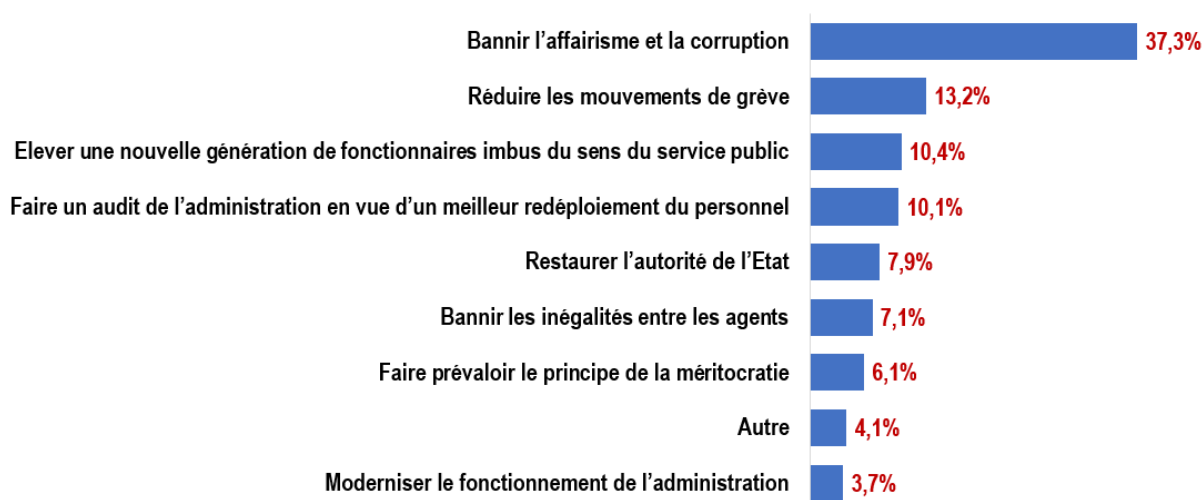


Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.11. Faire de l'administration publique une administration moderne et compétente

Le candidat qui sera élu au soir du 22 novembre 2020 devra tout mettre en œuvre pour bannir l'affairisme et la corruption dans la fonction publique. Il devra aussi réduire les mouvements de grève (13,2%) et in fine élever une nouvelle génération de fonctionnaires imbus du sens du service public (10,4%).

Graphique 15 : Les principales priorités dans le domaine de l'administration générale

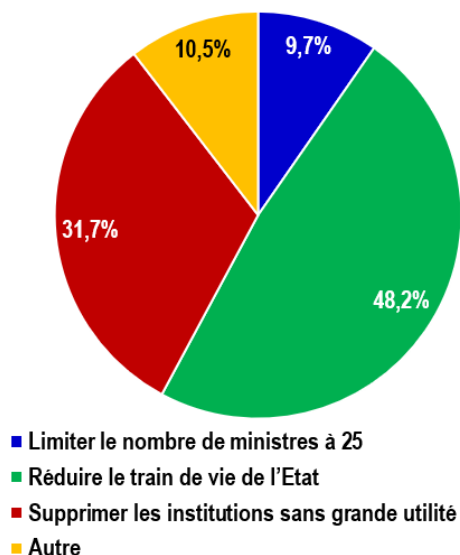


Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.12. Les priorités institutionnelles

En matière institutionnelle, les principales réformes pourraient être la réduction du train de vie de l'Etat (48,2%) et la suppression des institutions sans grande utilité (31,7%).

Graphique 16 : Les principales priorités dans le domaine des institutions

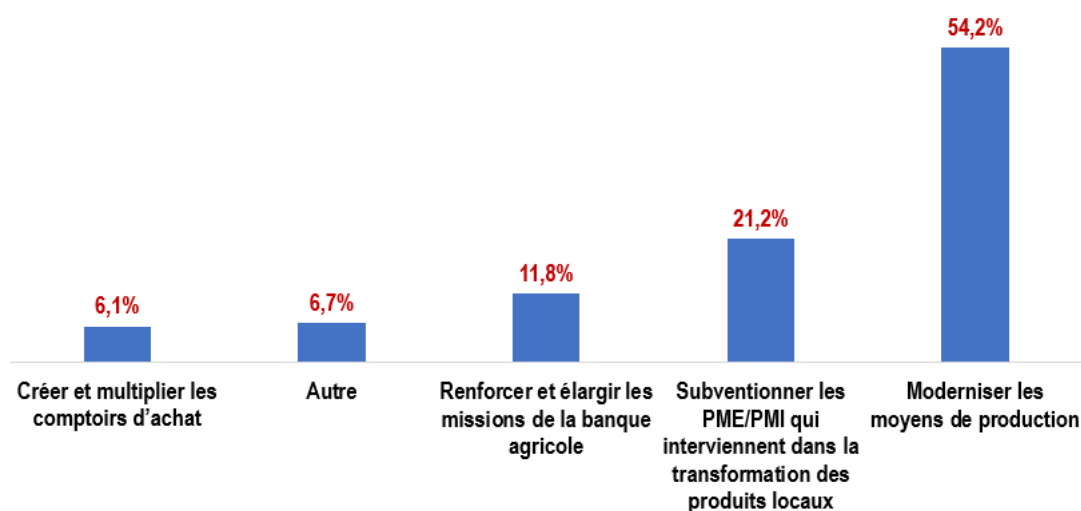


Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.13. Moderniser les moyens de production dans l'agriculture et l'élevage

La principale priorité en matière d'agriculture et d'élevage est la modernisation des moyens de production (45,2%). il s'agira ensuite de subventionner les PME/PMI qui interviennent dans la transformation des produits locaux (21,2%) dans le but de contribuer à rendre compétitifs les produits locaux.

Graphique 17 : Les principales priorités dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

En ce qui concerne l'élevage par exemple, la professionnalisation consisterait par exemple à orienter certains éleveurs vers la production laitière et amener d'autres à élever pour les besoins de la viande dans le but de booster la production à tous les niveaux. L'Etat devrait aussi « disponibiliser » l'eau, créer ou augmenter la capacité des parcs de vaccination dans chaque localité. Dans le domaine de l'agriculture, la professionnalisation implique la mécanisation des moyens de production. La professionnalisation nécessite la formation des agriculteurs et des éleveurs par la création structures de formation aux métiers de l'élevage et de l'agriculture (il s'agit de structures de formation ouvertes à tous y compris les analphabètes).

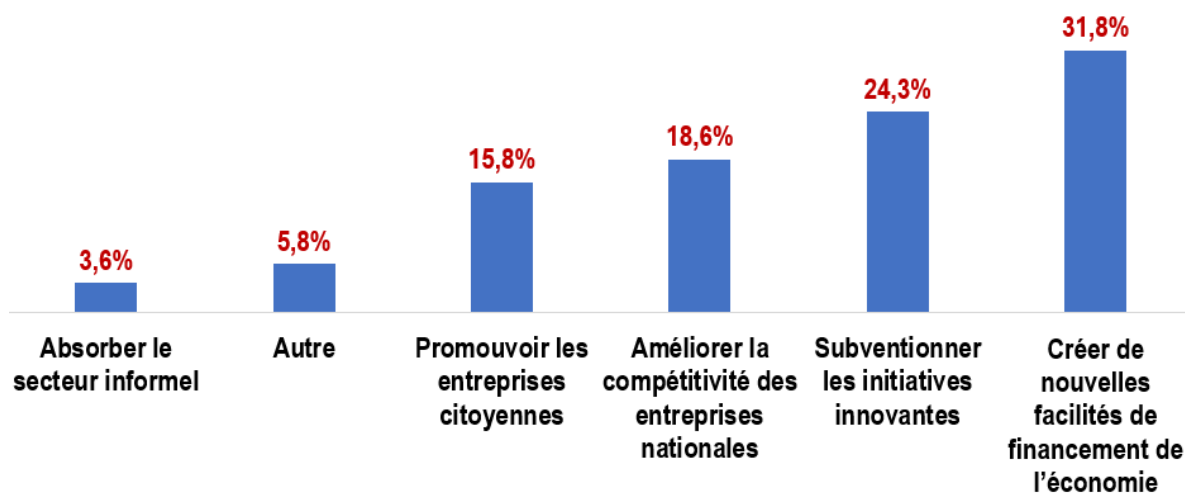
Le dernier pan de la professionnalisation est le financement de l'agriculture et de l'élevage. A ce propos, les enquêtés (11,8%) ont proposé le renforcement et la révision des missions de la banque agricole du Burkina qui doit être aussi une banque de proximité. Ses conditions de financement doivent être adaptées aux exigences et aux réalités des agriculteurs et des éleveurs.

III.14. Relancer l'économie

A l'instar d'autres pays de la Sous-région, l'économie du Burkina Faso est affectée par la crise sécuritaire et sanitaire : baisse du tourisme international, fermeture de certaines entreprises, déplacement de la population. Outre ces maux, d'autres fléaux comme la corruption affectent l'économie du pays.

Pour y faire face, les burkinabè proposent de créer de nouvelles facilités de financement de l'économie (31,8%), de subventionner les initiatives innovantes (24,3%), d'améliorer la compétitivité des entreprises nationales (18,6%) et promouvoir les entreprises citoyennes (15,8%).

Graphique 18 : Les principales priorités dans le domaine de la relance économique



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

Au-delà des statistiques ci-dessous produites, la relance de l'économie nécessite des actions multiformes dont les premières seraient la sécurisation du territoire qui permettra de mettre en œuvre la liberté de circulation des personnes et des biens. Comme on le dit couramment, « l'argent n'aime pas le bruit ». La sécurisation du territoire permettra le retour des déplacés dans leurs localités d'origine et la reprise de leurs activités économiques.

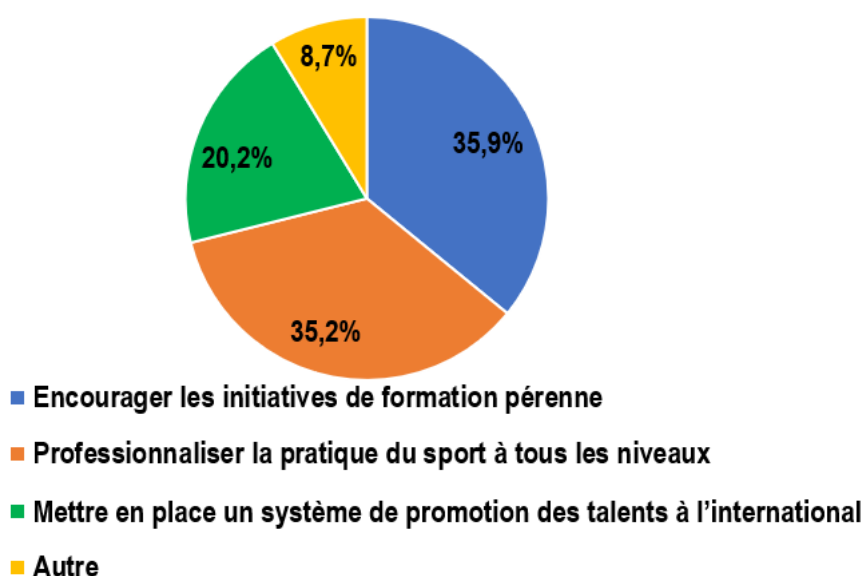
Si le problème de la sécurité est résolu, les actions de l'Etat doivent être les suivantes:

- ✓ Désenclaver des zones de production, créer ou renforcer des pôles économiques ;
- ✓ Contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises nationales par la création de mécanismes endogènes d'encouragement à la production (par exemple la hausse du prix du coton), à la transformation (fiscalité encourageante pour les PME et PMI) et à l'industrialisation.
- ✓ Encourager et promouvoir le civisme fiscal en accordant des allègements fiscaux aux entreprises qui font preuve de civisme fiscal et en sanctionnant parallèlement les entreprises défailtantes en la matière. Le civisme fiscal exige aussi une justice dans la collecte de l'impôt : aucune entreprise ne doit être indument exonérée.
- ✓ Professionnaliser le secteur agricole et canaliser les efforts de production vers l'autosuffisance alimentaire. Il faut aussi encourager la transformation des produits locaux et leur consommation.
- ✓ lutter contre la corruption.

III.15. Créer les conditions à la pratique professionnelle du sport

La pratique du sport professionnel nécessite l'encouragement des initiatives de formation pérenne à tous les niveaux et dans tous les types de sport (35,9%), la professionnalisation de la pratique du sport à tous les niveaux (35,2%) et la création d'un système de promotion des talents à l'international (20,2%).

Graphique 19 : Les principales priorités dans le domaine du sport



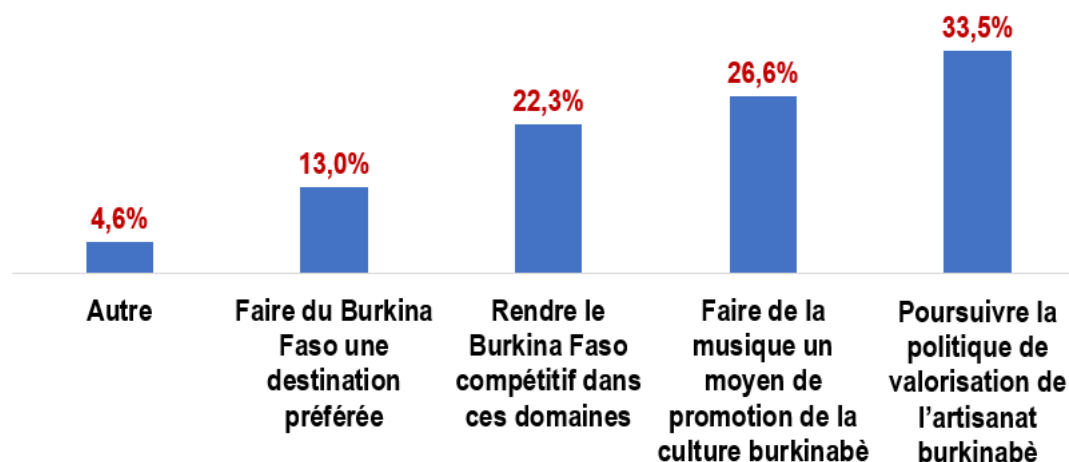
Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.16. Dans le domaine de la culture et des arts

Dans le domaine de la culture et des arts, les actions phares des prochaines cinq années devraient porter sur la mise en œuvre d'une politique de valorisation de l'artisanat burkinabè (33,5%). Aussi, des initiatives de renforcement des capacités des artistes devraient être envisagées dans le but de faire de la musique burkinabè un

moyen de promotion de la culture burkinabè (26,6%) et rendre le Burkina Faso compétitif à l'international dans ces domaines (22,3%).

Graphique 20 : Les principales priorités dans le domaine des arts de la culture

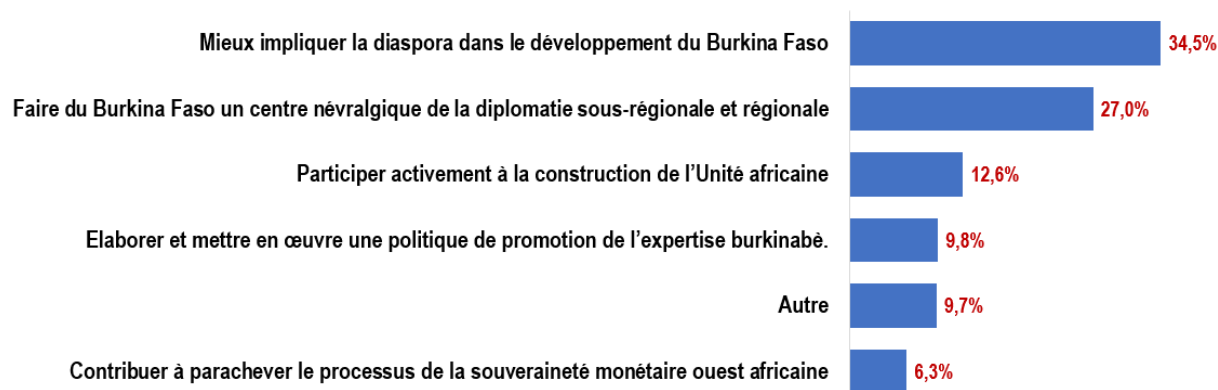


Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.17. Dans le domaine de la diplomatie et de l'implication de la diaspora

Dans le domaine de la diplomatie et de l'implication de la diaspora, le futur Président devra travailler à une implication effective de la diaspora dans le développement du Burkina Faso (34,5%) et à faire du Burkina Faso un pôle de la diplomatie sous régionale voire régionale (27%).

Graphique 21 : Les principales priorités dans le domaine de la diplomatie



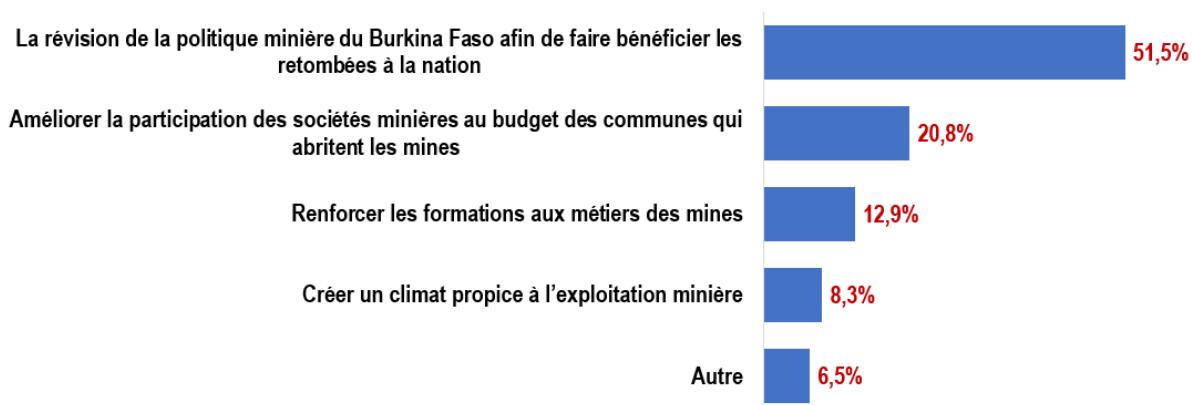
Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

L'implication de la diaspora nécessite qu'ils participent à l'élection du Président du Faso en opérationnalisant le vote des burkinabè à l'extérieur. En outre, le prochain Président devra leur fournir des gages de sécurisation de leurs investissements au pays.

III.18. Dans le domaine de l'exploitation minière

Dans le domaine de l'exploitation minière, il est impératif de réviser la politique minière du Burkina Faso à l'effet de faire bénéficier le maximum de retombées à la nation (51,5%) et à améliorer la participation des sociétés minières au budget des communes qui les abritent (20,8%). En réalité, les burkinabè veulent voir les retombées de l'exploitation des mines dans leur quotidien.

Graphique 22 : Les principales priorités dans le domaine de l'exploitation minière

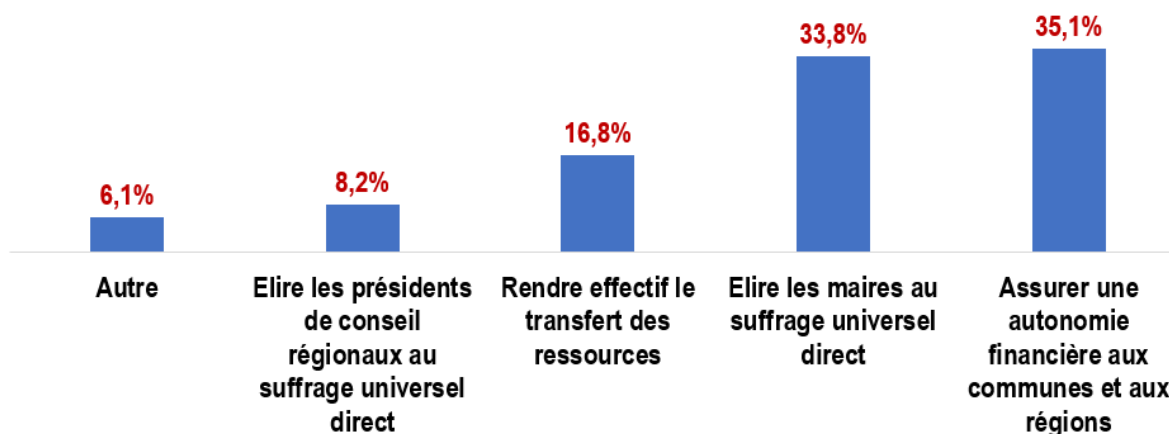


Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

III.19. Dans le domaine de la décentralisation

Le processus de décentralisation en cours au Burkina Faso doit être renforcé dans les années à venir en créant les conditions d'une véritable autonomie financière des collectivités territoriales. Cette priorité est défendue par 35,1% des enquêtés. Les deux autres priorités sont l'élection des maires au suffrage universel direct (33,8%) et l'effectivité du transfert des ressources de l'Etat aux collectivités territoriales (16,8%).

Graphique 23 : Les principales priorités dans le domaine de la décentralisation



Source : Sondage sur les politiques publiques prioritaires à mettre sur l'agenda de la campagne électorale et les projets de société, Juillet 2020

Le transfert des ressources de l'Etat doit non seulement être effectif dans tous les domaines mais il doit y avoir un mécanisme autonome de financement des collectivités territoriales.

Aussi, la structuration de la décentralisation doit être revue en vue de désengorger certaines communes et mieux impliquer les communautés à la base. Il faut aussi prévoir des sessions de renforcement des capacités des élus locaux et sensibiliser tous les acteurs sur l'intérêt suprême des collectivités.

III.20. Dans le domaine de l'énergie

Dans le domaine de l'énergie, l'unanimité se dégage sur la nécessité de promouvoir l'énergie solaire en vue de satisfaire l'offre énergétique. Le gouvernement qui sera issu des prochaines élections devra poursuivre la politique de subvention des kits solaires pour permettre à chaque burkinabè d'avoir un accès à l'électricité.

III.21. Dans le domaine des droits de la femme

Les candidats aux élections présidentielles devraient réserver une place de choix à la femme dans la conduite des affaires publiques. Cette nécessité est mise en exergue par un interviewé en ces termes : *« mais il faut continuer à prendre en compte les femmes et leurs besoins dans les politiques publiques sinon si on ignore 52% de notre population, on aura perdu 52% des potentiels acteurs de développement. »*. L'implication des femmes dans la gestion des affaires publiques doit donc aller au-delà des discours de campagne pour embrasser des actions concrètes et mesurables sur le terrain. Ainsi, les gouvernants doivent tout mettre en œuvre pour appliquer la loi sur le quota genre et aider les femmes à atteindre l'autonomie financière.

III.22. Des politiques pertinentes en faveur des jeunes : une jeunesse qui assume la responsabilité de son avenir

La jeunesse, fer de lance de la société doit encore être au cœur des politiques publiques en ce qu'elle constitue l'avenir de la nation. Mais il ne s'agit pas de développer un programme d'assistanat des jeunes. Les interviewés insistent sur la nécessité d'avoir un éveil de conscience au niveau de la jeunesse : *« un président a beau développer les initiatives, s'il n'y a pas une prise de conscience collective au niveau des jeunes sur le fait qu'avoir des gros diplômes n'est pas forcément synonyme de travailler dans un bureau, on n'aura pas encore démarré »*. Outre la prise de conscience qui doit amener chaque jeune à prendre en main la responsabilité de sa vie, la jeunesse doit également être formée à avoir conscience en elle-même. En effet, *« si la jeunesse a confiance en elle, elle peut être créatrice d'emploi. Le futur président ne peut pas trouver de l'emploi pour tous les jeunes mais peut les faire créer de l'emploi »*.

Pour résorber le problème de l'emploi des jeunes, les initiatives ci-dessous peuvent être mises en œuvre selon les enquêtés :

- ✓ multiplier les formations en entrepreneuriat et augmenter les montants des crédits octroyés aux jeunes ;
- ✓ augmenter le nombre des offres de formation en métier pour des jeunes déscolarisés.
- ✓ créer des centres de formation agro-sylvo- pastoral dans toutes les régions
- ✓ organiser des formations certifiantes pour ceux qui ne sont pas allés à l'école ;
- ✓ faciliter l'accès des jeunes au financement ;

III.23. Encadrer l'exercice du culte et promouvoir le dialogue inter-religieux

Au Burkina Faso, la question religieuse est si sensible qu'il est difficile de l'évoquer dans un débat public. Il est pourtant nécessaire que la question soit délicatement traitée pour conjurer quelque mal qui menacerait la cohésion sociale. Pour ce faire, les interviewés préconisent les actions ci-dessous :

- ✓ encadrer la pratique du culte et les activités des associations culturelles ;
- ✓ contrôler les pratiques religieuses, surveiller les prêches dans les différentes religions ;
- ✓ analyser avec les leaders religieux les modalités de l'implication des femmes dans la question religieuse ;
- ✓ promouvoir le dialogue inter-religieux en créant des rencontres d'échanges entre les leaders religieux.

En somme, les leaders religieux constituent une autorité morale et doivent être impliqués dans la recherche des solutions aux maux qui minent le Burkina Faso sans attendre la survenance d'une crise. Leur implication doit se faire au même titre que les autorités coutumières.

III.24. Situer la place et le rôle de l'autorité coutumière

L'autorité coutumière est détentrice de valeurs morales dans la société. Son apport peut être décisif dans le traitement de certaines crises. Cependant, les interviewés suggèrent que leur place et leur rôle dans la sphère publique soit clarifiés pour éviter tout qui pro quo. A l'instar des leaders religieux, ils doivent être impliqués dans la recherche des solutions en aval.

L'utilité et la pertinence d'un projet de société tiennent en sa capacité de produire le changement. Les actions doivent être envisagées en fonction de la vision Burkina 2025

IV. La prospective Burkina à l'horizon 2025

Quel Burkina pour l'horizon 2025 ? Pour les interviewés, tout candidat à la magistrature suprême doit être en mesure de faire du Burkina Faso en 2025 un Burkina prospère, démocratique, sans pandémie ni terrorisme. Pour un interviewé, le Burkina idéal à l'horizon 2025 est celui « de 1978, c'est à dire un Burkina où il n'y a pas d'attaques terroristes, pas de grève, où il y a la démocratie sans abus, la quiétude, un Burkina où les gens se parlent, discutent pour trouver une solution aux problèmes. Je ne demande pas un retour au stade de développement de 1978, mais plutôt un retour aux idées et valeurs véhiculées en cette période ».

En 2025, le Burkina Faso doit être un Burkina réconcilié, de justice, de paix, une terre d'accueil où ses fils et ses filles font prévaloir l'intérêt supérieur de la nation sur tout autre chose. Enfin, en 2025, le Burkina doit être un pays qui s'auto-suffit sur le plan alimentaire qui offre à ses habitants tous les services sociaux de base. La croissance économique devra se ressentir dans l'assiette de la ménagère.

Pour y arriver, les actions suivantes doivent être respectées :

- ✓ promouvoir la bonne gouvernance, restaurer l'autorité de l'Etat, résoudre la crise sanitaire et instaurer la justice sociale.
- ✓ assurer un maillage complet de tout le territoire en sécurité, désenclaver les zones enclavées qui sont des nids de terrorismes,

- ✓ promouvoir l'emploi des jeunes ;
- ✓ appliquer le principe de la méritocratie à tous les niveaux ;
- ✓ promouvoir la droiture, la gouvernance par l'exemple et l'essor patriotique à tous les niveaux et à tout moment.

Conclusion

Dans un pays où tout semble prioritaire, les burkinabè ont indiqué par ce sondage les principales priorités qui méritent d'être prises en compte dans les projets de société des différents candidats. Ces préoccupations clairement exprimées constituent les priorités du moment. Les burkinabè nourrissent que le scrutin du 22 novembre 2020 amorcera une dynamique de changement qui permettra au Burkina Faso d'être un pays réconcilié avec lui-même et jouant un rôle décisif dans sur la scène internationale.

Par ce sondage, les burkinabè ont exprimé le vœu de voir les élections présidentielles et législatives se dérouler dans un contexte apaisé. Les dispositions doivent être prises pour garantir l'intégrité du scrutin de sorte que le verdict des urnes soit accepté par tous. Les élections doivent être un facteur d'approfondissement de la démocratie, de résolution des crises et non une source de troubles.